

Grève à l'Education nationale

## La Conasysed reste ferme sur sa position

Par Sophie Beuve Mery

**L**a Convention nationale des syndicats du secteur éducatif (Conasysed) vient de se radicaliser dans son mouvement de grève. Elle persiste et signe : grève générale illimitée sur toute l'étendue du territoire nationale, jusqu'à la satisfaction totale de nos revendications. La prolongation du mouvement a été adoptée à main levée par les membres de cette centrale syndicale lors d'une assemblée générale tenue le week-end dernier à Awendjé, siège de la coalition Dynamique unitaire (DU).

En effet, depuis que cette grève a commencé, le gouvernement n'a manifesté aucune volonté de sortir de la crise qui mine le système éducatif. Bien au contraire, il s'est muré dans un mutisme total. Pour la Conasysed, c'est un acte de mépris. « Nous ne pouvons pas comprendre ce silence du gouvernement qui, loin de solutionner les problèmes qui minent le secteur éducatif, laisse la situation s'enliser en prenant des décisions impopulaires. Aussi, nous demandons aux parents

*d'élèves de garder leurs enfants à la maison et exigeons au gouvernement de résoudre les problèmes de l'éducation dans les plus brefs délais », a déclaré Simon Ndong Edzo, le secrétaire général de la Conasysed.*

L'assemblée générale a aussi rejeté les reformes rétrogrades adoptées par la tutelle. Partant de l'harmonisation des coefficients du premier cycle au secondaire, au double flux. Pour la Conasysed, ces réformes sont inadéquates et inopportunes. C'est un moyen de surexploiter davantage l'enseignant et d'exposer les élèves aux enlèvements et aux crimes. « Il n'est pas question pour nous d'encourager le gouvernement dans sa léthargie. En acceptant le double flux, nous l'encourageons à ne pas construire les établissements », a déclaré Louis Patrick Mombo, délégué administratif de la Conasysed.

Revenant sur l'insécurité grandissante et permanente, la Conasysed a déploré la traque continue des leaders syndicaux. Reconnaisant ainsi que personne n'est à l'abri tant que le gouvernement procède encore aux kid-



nappings. Marcel Libama, membre actif de la centrale syndicale, a lui aussi déploré l'attitude du gouvernement consistant à toujours vouloir trouver des réponses aux problèmes de l'éducation gabonaise sans les partenaires. C'est en cela qu'il a exhorté les gouvernants à agir avec plus responsabilité. « C'est la première fois qu'on fait une rentrée de classe sans les partenaires. Nous communiquons par médias interposés, ce qui n'est pas normal. Le silence du gouvernement s'apparente à un mépris. Le gouvernement préfère dépenser de l'argent pour corrompre des gens au lieu de le mettre à contribu-

tion pour construire des établissements. C'est dommage », a-t-il déclaré à l'assemblée générale.

La Conasysed réclame le paiement de la PIP du 2e trimestre 2015, l'organisation du concours interne d'entrée à l'École normale supérieure (ENS), la fin des effectifs pléthoriques, les rappels de soldes, le paiement des omissions de la PIP, la régularisation de la situation administrative des enseignants du primaire et du secondaire ; l'annulation des affectations arbitraires des membres du bureau provincial de la Conasysed Nyanga, entre autres.

TROYES

## Après un vol, il refuse de donner son identité

Lundi matin, un vol à l'étalage a été commis dans une enseigne de vêtements de la rue Émile-Zola à Troyes.

Un individu y a dérobé plusieurs pantalons avant de prendre la fuite. Interpellé lundi soir, il a nié les faits et refuse de

donner sa véritable identité. Devant les enquêteurs, il a en effet raconté s'appeler... Ali Bongo !

Aujourd'hui à 14 h, l'homme sera jugé selon la procédure de comparution immédiate devant le tribunal correctionnel. Il aura à répondre de vols à l'étalage.

Par GL

**C**'est un incident qui est passé sous silence au Gabon. Un voleur interpellé par la police française dans la ville de Troyes n'a pas trouvé mieux que de déclarer aux agents qui l'ont appréhendé qu'il s'appelait « Ali Bongo ». Une manière directe d'associer désormais le vol au nom d'Ali Bongo. Sans doute aussi pour ce jeune voleur d'espérer de la part de la justice française le même traitement que certains politiques français ont réservé au vol électoral de BOA : l'impunité.

L'annonce de cette anecdote a fait le « buzz » sur les réseaux sociaux en France. Au Gabon, le site Infokinguelé l'a abondamment repris. Passé l'hilarité générale que peut produire une telle réaction de la part d'un voleur à la tire en France, cet événement doit faire comprendre à la junte que son hold-up électoral ne passe pas. Il est désormais inscrit dans l'opinion mondiale comme tel. BOA aura beau faire, son nom est déjà synonyme de vol dans l'inconscient mondial. A l'image de ces voleurs célèbres qui meublent des récits et contes divers. Billy The Kid, Al Capone ou Bernard Madoff... Ce n'est pas le meilleur profil qu'un chef d'Etat puisse arborer à la face du monde. A chaque fois qu'il fera une quelconque apparition, comme il s'apprête à le faire à Marrakech, au Maroc, à l'occasion de la Cop22, ses interlocuteurs se diront intérieurement être en face d'un voleur. Les plus téméraires, comme ce jeune homme arrêté à Troyes, pourraient le lui dire en face. Donald Trump, le président élu des Etats-Unis, qui n'a pas sa langue dans sa poche, pourrait fort bien le lui dire, si jamais leurs chemins se croisaient un jour.